

Unité départementale de la Marne  
10 rue Clément Ader  
51 100 REIMS

REIMS, le 01/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SUN DESHY**

Route de Pigny  
51240 FRANCHEVILLE

Téléphone : 03 10 42 28 00

Courriel : [ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Références : Sm1 n°D1 i 2022-432

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2022 dans l'établissement SUN DESHY implanté Route de Pigny 51240 FRANCHEVILLE. L'inspection a été annoncée le 19/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUN DESHY
- Route de Pigny 51240 FRANCHEVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005701706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société SUN DESHY exploite sur la commune de Francheville une usine de déshydratation de fourrage (luzerne et pulpes de betterave) destiné à l'alimentation animale. La capacité de production du site est de 1000 tonnes par jour, ce qui soumet le site à la directive européenne IED.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative
- émissions atmosphériques
- moyens de lutte contre l'incendie
- installations électriques et foudre
- les prélèvements dans la nappe

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.2.4	/	Lettre de suite préfectorale
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.3.2	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Lettre de suite préfectorale
Rétention	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale
Collecte des eaux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 4.3.1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Nature des installations	AP Complémentaire du 23/05/2017, article 2	/	Sans objet
Consistance des installations autorisées	AP Complémentaire du 23/05/2017, article 3	/	Sans objet
Auto-surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 9.2.2.1	/	Sans objet
Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 03/03/2022, article 2	/	Sans objet
Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.5.3	/	Sans objet
Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 4.1.1	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 5.1.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats relevés lors de la visite, l'exploitant doit mettre en œuvre les actions suivantes, sous un délai maîtrisé :

- ajouter la réserve d'eau incendie du site de Marson à son plan annuel de contrôle
- réparer le RIA défectueux et en informer l'inspection
- s'assurer que l'ensemble des extincteurs défectueux seront remplacés
- rétablir l'accès au RIA de l'atelier de transformation des balles
- établir un plan d'action permettant de lever les observations du rapport Q18 de l'APAVE
- refermer le dispositif de déconnexion de sorte à permettre le bon fonctionnement du parafoudre
- mettre sur rétention la cuve de gazole présente au sein de l'atelier C
- libérer l'avaloir situé face au stockage n°4 de sorte à permettre la bonne collecte des eaux

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2017, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau de nomenclature.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un état des stocks des produits finis, des combustibles et des carburants, datant du 30/04/22 et conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Consistance des installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2017, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Consistance des installations autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'usine comportant 3 fours de déshydratation ;</li><li>• 2 ateliers dont l'un est destiné à l'entretien des moyens de manutention et des engins agricoles ;</li><li>• l'atelier de fabrication du RUMILUZ (balles de luzerne) ;</li><li>• l'unité de séchage basse température (pré-séchage) ;</li><li>• 2 silos plats pour le stockage en vrac des granulés ;</li><li>• 5 hangars de stockage en balles de RUMILUZ ;</li><li>• 2 aires de stockage pour le charbon et/ou la biomasse ;</li><li>• un bâtiment abritant les bureaux.</li></ul>
<b>Constats :</b> Aucune modification des installations n'a été effectuée. La prescription de l'article 3 de l'arrêté préfectoral est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Auto-surveillance des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 9.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto-surveillance des émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets à l'atmosphère. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.  Les émissions de poussières issues des fours sécheurs doivent être mesurées tous les mois pendant la période d'activité sur toutes les émissions aériennes canalisées.  Les émissions de CO <sub>2</sub> , Nox et SO <sub>2</sub> issues des fours sécheurs sont mesurées une fois par an par ligne et par produit sur toutes émissions aériennes canalisées.  Une mesure du rejet pour les autres paramètres visés à l'article 3.2.3 du présent arrêté, est réalisée une fois par an et par type de produit séché. Les mesures des rejets pour chaque type de produit sont réalisées avec l'un ou l'autre des sécheurs en marche chaque année. L'exploitant organise la surveillance pour que les 2 sécheurs soient chaque année concernés par au moins une mesure. Les mesures des rejets réalisées pour un produit donné avec l'un des sécheurs sont effectuées l'année suivante, pour ce même produit, avec l'autre sécheur.  Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé.  Les mesures doivent être effectuées suivant les méthodes définies par les normes en vigueur.  Un bilan annuel des rejets et des teneurs en soufre des combustibles est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
<b>Constats :</b> Les mesures sont effectuées conformément à l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2013.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/03/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableaux valeurs limites d'émission.
<p><b>Constats :</b> Un tableau de synthèse des mesures effectuées en 2021 a été transmis à l'inspection. Cinq dépassements des concentrations en poussières ont été enregistrés. L'exploitant explique que les écluses des deux lignes étaient moins étanches en 2021, rendant le cyclonage moins efficace. Les deux écluses ont été remises en état par la suite, une facture datant du 31 mars 2022 a été fournie. De plus, l'exploitant indique qu'il a besoin d'apprendre à maîtriser la combustion de la biomasse, la proportion de biomasse utilisée en 2021 étant supérieure aux années précédentes. Pour cela, avec l'aide de la profession et en collaboration avec l'ENSTIB, une étude va être réalisée en 2022, sur le site de Noirliu afin de mieux comprendre le phénomène de combustion de la biomasse et de mettre en place un guide de son utilisation au sein de la filière de déshydratation.</p> <p>La campagne 2022 a débuté le 25 avril, les premières mesures n'avaient pas encore été effectuée au jour de la visite d'inspection.</p> <p>Trois dépassements de concentration en COV ont également été enregistrés, deux d'entre eux peuvent être attribués à l'oxydation de la pulpe. Le dépassement en métaux serait, selon l'exploitant, une « somme aberrante ».</p> <p>L'exploitant souligne que les concentrations de référence ont été utilisées pour calculer les flux horaire, rendant les dépassements plus fréquents. L'exploitant doit formuler officiellement, auprès du Préfet, une demande de révision des flux.</p> <p>L'exploitant étant en capacité de justifier ses dépassements et ayant mis en œuvre des moyens pour y pallier, aucune suite administrative n'est rédigée à ce stade.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sont dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.2 ;</li><li>• une réserve incendie, de 2 cuves de 80 m3 chacune, munie d'une pompe de 60 m3/h est placée entre l'usine et le sécheur basse température ;</li><li>• 460 m3 d'eau doivent être en permanence disponibles dans la lagune de 500 m3. Un raccordement à cette lagune par un tuyau DN 150 équipé de raccords conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter est accessible en permanence. De plus, 4 points d'aspiration sont en permanence disponibles à côté de cette lagune ; ils sont équipés chacun d'un raccord pompier de diamètre 100 mm ;</li><li>• les points d'alimentation en eau, signalés par une pancarte inaltérable et visible doivent être d'un accès facile en toutes circonstances, situés en dehors des flux thermiques générés par le risque à défendre. Une aire ou plate-forme de 32 m2 (8 m de longueur sur 4 m de largeur) est aménagée afin de permettre la manœuvre des engins et la manutention du matériel de lutte contre l'incendie ;</li><li>• la distance maximale entre l'aire de stationnement des engins d'incendie et les points de ravitaillement en eau ne doit pas excéder 6 m ;</li><li>• 7 RIA équipent le site, 5 dans l'usine, 1 dans la cellule d'expédition et 1 au puits n°2 ;</li></ul>

- 5 RIA équipent chaque hangar de stockage n° 3, 4, 5 ;
- 1 poteau incendie relié à la réserve d'eau de 2 x 80 m3 est placé à proximité du hangar n°5, côté route départementale ;
- un système d'aspersion est présent sur les installations suivantes :
  - le sécheur basse température ;
  - les cyclones ;
  - en entrée des tambours sécheurs ;
  - les filtres à manches des lignes de broyage ;
  - les vis trieuses du système RUMILUZ ;
  - dans le refroidisseur RUMILUZ et à sa sortie.

Les hangars de stockage de balles de luzerne sont dotés d'au moins un poteau incendie normalisé est implanté à moins de 100 mètres de l'entrée principale de chaque bâtiment. Il offre un débit de 60 m3/h sous 1 bar de pression dynamique. La distance de 100 mètres est mesurée par les voies carrossables et accessibles aux engins de lutte contre l'incendie.

Les réserves d'incendie doivent faire l'objet d'une réception par le SDIS.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau. Les éventuels systèmes d'extinction automatique d'incendie, extincteurs et robinets d'incendie armés sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Des extincteurs sont répartis à l'intérieur des installations lorsqu'elles sont couvertes, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

[...]

L'exploitant veille à la formation sécurité de tout son personnel et à la constitution d'équipes de sécurité comprenant des agents affectés prioritairement à des missions d'intervention lors de sinistres et d'opération de prévention, et pouvant quitter leur poste de travail à tout moment pour combattre un éventuel sinistre.

**Constats :** Les moyens de lutte contre l'incendie sont vérifiés annuellement sur le site de Francheville. Cependant, la réserve d'eau incendie présente sur le stockage de Marson n'est pas vérifiée.

Les RIA ont été testés en interné le 21 avril 2022, selon la procédure associée, avec consignation dans un registre. Un RIA a été noté défaillant, l'exploitant ne sait pas s'il a été réparé.

Suite à la vérification des extincteurs le 02 mars 2022 par la société CHUBB, 11 extincteurs défectueux ont été relevés concernant les véhicules, et 13 concernant ceux présents sur le site. Un bon pour accord du 11 mars 2022, concernant 13 extincteurs a pu être montré. L'exploitant ne sait pas ce qu'il en est des 11 extincteurs manquants.

Lors de la visite, l'accès à un RIA de l'atelier de fabrication des balles était obstrué.

L'exploitant devra ajouter la réserve d'eau incendie du site de Marson à son plan annuel de contrôle dès l'année en cours.

L'exploitant doit réparer le RIA défectueux et en informer l'inspection sous un délai de 15 jours.

L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des extincteurs défectueux seront remplacés. Il devra en transmettre un devis, à l'inspection, sous un délai de 15 jours.

L'accès au RIA de l'atelier de transformation des balles devra être rétabli sous un délai de 15 jours, une preuve sera transmise à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Vérification périodique et maintenance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (extincteurs, exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche...) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> Le dispositif de désenfumage est vérifié en interne, annuellement. La dernière vérification date d'avril 2022 et ne fait état d'aucune observation. Lors de la visite, des tests ont été effectués sur le système de désenfumage du silo 3. Les installations de détection et extinction automatique ont été vérifiées le 12 avril 2022 par la société Uxello et le 13 avril 2022 par la société Grecon. Une observation est présente sur le rapport d'Uxello, cependant, d'ici la fin de l'année, les lignes de détection vont migrer vers la ligne Grecon déjà présente, levant l'observation effectuée.  L'exploitant ayant prévu des modifications sur ses lignes de détection courant l'année, aucune suite administrative n'est proposée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les rapports de contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et mentionnent très explicitement les éventuelles déficiences relevées. En cas de non-conformité(s), les travaux doivent être réalisés dans les plus brefs délais. Ces derniers sont inscrits dans un registre où sont mentionnés notamment la date de leur réalisation, le nom de la personne (ou de l'organisme) en charge de ces mises en conformité. [...] Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité. Une continuité électrique et une mise à la terre sont réalisées sur les éléments conducteurs constituant les installations ou utilisés occasionnellement pour leur exploitation.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas effectué de vérification icpe électrique de ses silos, en 2021. Le prochain rapport électrique relatif aux silos pourra faire l'objet d'une vérification lors de la prochaine visite d'inspection.  Le rapport Q18 de l'APAVE, du 15 septembre 2021, fait état de 8 observations dont 3 déjà signalées et 5 avec danger. L'exploitant a transmis à l'inspection la preuve que l'une de ces observations était levée. Aucun plan d'action n'a été établi pour le reste des constats.  L'exploitant devra transmettre à l'inspection, sous un délai de 15 jour, un plan d'action permettant de lever les observations du rapport Q18 de l'APAVE avant le prochain contrôle annuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
<b>Constats :</b> Le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre, de l'APAVE, du 29 septembre 2021, soulève que le dispositif de déconnexion est ouvert ce qui empêche le fonctionnement du parafoudre.  L'exploitant devra transmettre à l'inspection, sous un délai de 15 jours, une preuve que le dispositif de déconnexion a été refermé de sorte à permettre le bon fonctionnement du parafoudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

### Nom du point de contrôle : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
<b>Constats :</b> Les mâchefers sont stockés à même le sol, sans aire étanche. Cependant, lors d'une étude du 03 janvier 1999, la coopérative de déshydratation a démontré que les mâchefers produits par les installations de déshydratation contiennent une "faible fraction lixiviable" et peuvent être employés en technique routière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la visite de terrain, une cuve de gazole sans rétention était entreposée au sein de l'atelier C.  L'exploitant doit mettre sur rétention la cuve de gazole présente au sein de l'atelier C, une preuve devra être transmise à l'inspection, sous un délai de 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Collecte des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau : Eaux pluviales de voiries / de parking / d'aires de dépotage / de toitures susceptibles d'être polluées Eaux collectées puis dirigées vers le bassin de lagunage de 10 000 m3
<b>Constats :</b> L'avaloir situé face au hangar de stockage n°4 était obstrué lors de la visite de terrain.  L'exploitant doit libérer l'avaloir situé face au stockage n°4 de sorte à permettre la bonne collecte des eaux, une photographie sera transmise à l'inspection sous un délai de 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Prélèvement et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : TABLEAU
<b>Constats :</b> En 2021, environ 36 885 m3 d'eau ont été prélevés en comptant les eaux de forage et de réseau. Le forage n°1 n'est plus utilisé depuis environ 10 ans, le forage n°2 a permis de prélever environ 6 887 m3 d'eau en 2021 et le forage n°3 28 984 m3. Ces prélèvements sont conformes aux données de l'arrêté préfectoral. L'exploitant ne souhaite pas combler le forage n°1 en vue d'une éventuelle remise en service.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet